

# « Ceux qui préconisent davantage de libéralisation se trompent de diagnostic ! »

09/03/2010 | Mise à jour : 11:44



**Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, le professeur Olivier de Schutter, dénonce « l'erreur de diagnostic » des défenseurs de la libéralisation des marchés agricoles pour lutter contre la faim.**

**- Vous dénoncez la philosophie économique en vogue à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ?**

Olivier de Schutter : C'est une grave erreur d'assimiler les denrées alimentaires avec les autres marchandises. Le problème de la faim dans le monde n'est pas lié à l'utilisation inefficace de différentes ressources, naturelles, humaines, pour l'alimentation, mais il est celui de la pauvreté des petits producteurs agricoles des pays en développement qui vivent de la petite agriculture familiale. 1,2 milliard de personnes vivent dans les bidonvilles des pays en développement, et ils seront environ 2 milliards d'ici 2030 ; L'exode rural s'amplifie depuis 25 ans. Ceux qui préconisent davantage de libéralisation du commerce international pour lutter contre la faim se trompent de diagnostic ! Mieux vaut s'interroger sur le type de régulations des marchés qui peuvent accroître le revenu des petits paysans. De plus, le commerce international n'est pas la solution à la faim car l'agriculture dispose d'une faible élasticité de l'offre par rapport à la demande, ce qui génère une grande volatilité des prix sur les marchés agricoles. Il faut donc stabiliser les prix et réguler les marchés.

**- Vous ne partagez donc pas du tout la vision de Pascal Lamy (Directeur général de l'OMC, ndr) ?**

O. de S. : Lorsque j'ai présenté le 2 juillet 2009 mon rapport sur l'OMC (intitulé : « Le Cycle de Doha n'empêchera pas une autre crise alimentaire », ndr), à l'OMC, c'était la première fois que le droit à l'alimentation était discuté dans cette enceinte qui ne souhaite pas aborder les droits de l'homme.

L'argument de Pascal Lamy qui consiste à dire : si les marchés sont libres, les producteurs les plus compétitifs vont augmenter leur production, compensant ainsi les pertes pour d'autres producteurs, et le commerce règlera les pénuries, est une vue « classique » de l'économie. Or les pénuries alimentaires sont un problème de pauvreté dans les campagnes des pays en développement. Mais je ne dis pas qu'il ne faut pas augmenter la production agricole !

L'absence d'un rapport de forces suffisant des producteurs explique également que les acheteurs se retrouvent souvent en situation de monopsonie (marché sur lequel un seul demandeur se trouve face à un grand nombre d'offreurs, ndr). Seulement, le droit de la concurrence a été totalement inefficace pour réguler les intrants, et les relations entre producteurs, transformateurs et acheteurs. Ce sont ici des questions microéconomiques et non macroéconomiques. Mais le droit à l'alimentation relève aussi de questions politiques car la faim appelle à la responsabilisation des gouvernements.

Il est à mon avis utopique de réclamer que l'alimentation sorte de l'OMC. Je ne suis pas contre le commerce mais je suis pour le commerce régional, où la productivité moyenne des agricultures est comparable ; sinon la compétition est inégale. Aujourd'hui, dans les pays en développement, soit vous avez une agriculture de subsistance sans investissements possibles, soit vous êtes très attrayant pour les grandes filières mondiales de l'alimentation ; c'est une agriculture dualisée. Or ces pays ont besoin de schémas intermédiaires.

La politique agricole des pays en développement dans les années 1960 et 1970 était trop coûteuse, mais les plans d'ajustement structurel (imposés par le Fonds monétaire international, le FMI, ndr) sont allés trop loin dans l'autre sens. Aujourd'hui, les réserves alimentaires, qui sont à reconstituer dans ces Etats, doivent être cogérées avec les organisations paysannes.

**- En quoi serait-il utopique de vouloir sortir l'alimentation de l'enceinte de l'OMC ?**

O. de S. : Maintenant qu'elle y est entrée, il faudrait l'unanimité des Etats membres de l'OMC pour qu'elle en sorte ! C'est simplement une question de réalisme politique. L'agriculture est entrée à l'OMC lors de l'Uruguay Round (négociations commerciales entre 1986 et 1994 qui ont abouti à la création de l'OMC, ndr), sous la forte pression de pays comme le Brésil ou la Thaïlande. La vraie question est le type de régulations des marchés que l'on souhaite adopter.

**- Le Cycle de Doha peut-il aboutir prochainement ?**

O. de S. : Je pense que le cycle de Doha peut aboutir en 2010 mais il est symptomatique qu'il ait buté dernièrement sur le système du mécanisme de sauvegarde spéciale, et sur la détermination de l'Inde.

La question agricole est extrêmement centrale dans ces négociations. La libéralisation du commerce des matières premières agricoles a deux types d'impacts : soit la protection contre des importations massives comme dans le cas de l'Inde ; soit, quand un pays exporte beaucoup, ses opportunités de vente bénéficient aux producteurs les plus compétitifs mais pas aux plus petits, pas à l'agriculture familiale. Si ces exportations sont bénéfiques pour le pays dans son ensemble, elles accentuent dans le même temps la dualisation de l'agriculture, entraînant

des pressions sur les terres et l'eau comme au Brésil, menaçant ces pays de tensions sociales difficiles à gérer.

**- En quoi les Régions, les collectivités locales peuvent lutter plus efficacement contre l'insécurité alimentaire ?**

O. de S. : Depuis des années dans les pays industrialisés et en développement, le rôle croissant des intermédiaires joue contre les producteurs agricoles. La Région permet d'abord de favoriser les chaînes courtes, le lien entre les producteurs locaux et les consommateurs locaux.

En outre, beaucoup de plans nationaux de sécurité alimentaire ne sont pas bien informés des spécificités locales, ce qui diminue leur efficacité. Il faut donc les corriger et c'est encore la Région qui est la mieux à même de définir ces corrections. Le national doit être contrôlé par le local, et vice-versa. Le meilleur exemple est celui d'un pays qui choisit d'importer massivement des denrées pour nourrir ses populations urbaines, oubliant que ces importations vont avoir des conséquences négatives sur l'agriculture locale et ses populations rurales.